

L'avenir est jeune :

L'horizon prometteur de l'UE
et de l'Afrique

Sous la direction de Alva Finn et
Sofia Mørch



FRIEDRICH NAUMANN
FOUNDATION For Freedom.

Publié par : European Liberal Forum

Avec le soutien de la Fondation Friedrich Naumann pour la liberté
et la Jeunesse libérale africaine pour la liberté

Publié par le Forum Libéral Européen. Cofinancé par le Parlement Européen.

Les opinions exprimées ici sont celles des auteurs uniquement. Elles ne reflètent pas nécessairement celles du Parlement Européen ou du Forum Libéral Européen.

Le Forum Libéral Européen (ELF) est la fondation politique officielle du parti libéral européen, le parti ADLE. Avec nos organisations membres, nous travaillons dans toute l'Europe pour introduire de nouvelles idées dans le débat politique, pour fournir une plateforme de discussion et pour permettre aux citoyens de faire entendre leur voix. Notre travail est guidé par des idéaux libéraux et une croyance dans le principe de liberté. Nous défendons une Europe tournée vers l'avenir qui offre des opportunités à chaque citoyen.

L'ELF s'engage à tous les niveaux politiques, du local à l'europeen. Nous rassemblons un réseau diversifié de fondations nationales, think tanks et d'autres experts. Dans ce rôle, notre forum sert d'espace pour un échange de points de vue ouvert et informé entre un large éventail de parties prenantes de l'UE.

© Forum Libéral Européen, 2025
Forum Libéral Européen EUPF
Rue d'Idalie 11-13 boite 6
1050 Ixelles, Brussels (BE)

Editeur: Alva Finn
Design: Altais
Image de couverture: Adobe Stock

ISBN: 978-2-39067-089-6 9782390670896

ELF n'est pas responsable de la persistance ou de l'exactitude des URL des sites Internet externes ou de tiers mentionnés dans cette publication et ne garantit pas que le contenu de ces sites est, ou restera, exact ou approprié.

Table des matières

AVANT-PROPOS	1
PRÉFACE	
Jan-Christoph Oetjen, président du Forum Libéral Européen et de la Délégation PAC Renouveau du Parlement européen.....	2
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	4
CHAPITRE 1: LA PROCHAINE GRANDE IDÉE	
Alexandra von Schumann-Heldt	6
CHAPITRE 2: CO-CRÉER L'SVENIR : REPENSER LES PARTENARIATS DE COMPÉTENCES AFRIQUE-UE	
Sofia Mørch	10
CHAPITRE 3: L'AFRIQUE ET L'UE : S'APPROPRIER L'AVENIR ENSEMBLE GRÂCE AUX CENTRES D'EXCELLENCE	
Alva Finn	16
CHAPITRE 4: REFORCER LE COMMERCE AFRIQUE-EUROPE PAR L'UNIFICATION DES MARCHÉS ET LA SEGMENTATION STRATÉGIQUE	
Dr Kawtar Mawas	25
CHAPITRE 5: COMMERCE EURO-AFRICAIN : SEGMENTATION INTELLIGENTE, MARCHÉS RENFORCÉS	
Dr Kawtar Mawas	35

Avant-propos

Lors de l'événement Renew PAC à Abidjan en 2025, ELF a organisé des sessions d'*Innovation Policy Labs* (laboratoire de politique d'innovation) avec le soutien de la Fondation Fredrich Naumann pour la liberté et de la Jeunesse libérale africaine. Le sommet Renew PAC rassemble des libéraux et centristes africains et européens, ce qui a permis une réflexion approfondie entre les partenaires des deux continents sur l'avenir libéral des relations entre l'UE et l'Afrique. Nous remercions le Groupe Renouveau Europe et nos hôtes, le parti libéral de Côte d'Ivoire – le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix – pour avoir créé une atmosphère de discussion fructueuse.

Nous tenons à remercier tout particulièrement Wendy Alexander (députée sud-africaine et vice-présidente de l'Africa Liberal Network) et Daouda Seck (directeur adjoint, FNF Sénégal) pour avoir co-organisé les sessions d'*Innovation Policy Lab*, ainsi que tous les participants et preneurs de notes qui ont généreusement donné de leur temps et de leurs idées. Les sessions se sont concentrées sur l'augmentation des échanges commerciaux et sur le fait que l'Europe est un partenaire de choix pour le continent africain. Cette publication est le résultat de ces conversations, bien que les auteurs aient développé les idées par le biais de la recherche.

Les auteurs :

Alva Finn, directrice générale, European Liberal Forum (ELF)

Sofia Mørch, chargée de mission sur la gouvernance et l'élargissement, European Liberal Forum (ELF)

Alexandra von Schumann-Heldt, chef, Fondation Friedrich Naumann pour la liberté (FNF) de l'Afrique de l'Ouest

Dr. Kawtar Mawas, cofondatrice et présidente, la Jeunesse libérale africaine pour la liberté (ALYF)

Préface



MEP Jan-Christoph Oetjen

Président de Forum Libéral Européen et de la Délégation PAC Renouveau du Parlement européen

Suite aux changements géopolitiques actuels, l'incertitude croissante et le remodelage des alliances mondiales, la question de savoir comment les régions s'engagent les unes envers les autres n'a jamais été aussi urgente. Les défis mondiaux transcendent les frontières, qu'il s'agisse du changement climatique, des menaces pour la sécurité, des inégalités économiques ou des migrations, et aucune région ne peut se permettre d'agir de manière isolée. Dans ce contexte, il est important pour l'Union européenne (UE) de redynamiser ses relations avec son partenaire et voisin l'Afrique.

Depuis des années, des discussions approfondies ont eu lieu sur la nécessité d'un partenariat plus juste et plus équilibré dont le sommet Renew PAC à Abidjan fait parti. Organisé cette année par le Renew Europe Group et le parti libéral de Côte d'Ivoire – le Rassemblement des houphouétistes pour la démocratie et la paix –, ce sommet a pour objectif de réfléchir à l'avenir des relations entre l'Afrique et l'UE. L'ELF a une fois de plus été un partenaire clé dans les discussions d'Abidjan, rassemblant des libéraux africains, internationaux et européens, lors de nos sessions d'*Innovation Policy Lab*. Les conversations, organisées avec le soutien de la Fondation Friedrich Naumann et la Jeunesse libérale africaine pour la liberté, ont ouvert la voie à de nouvelles possibilités de collaboration. La présente publication s'en inspire pour proposer des pistes d'action concrètes et envisager une coopération libérale future dans le cadre de Renew PAC.

L'avenir est jeune : L'horizon prometteur de l'UE et de l'Afrique

Nos *Policy Labs* ont démontré que nous devons non seulement trouver un terrain d'entente là où nos priorités se rejoignent, mais aussi identifier les opportunités dans les domaines où nous pouvons nous soutenir et nous compléter mutuellement. Pour que le libéralisme prospère entre les deux continents, nous devons construire et renforcer les valeurs libérales que nous partageons, telles que le libre-échange, la démocratie, les droits de l'homme, la tolérance et la coopération multilatérale. Cependant, nous devons toujours rester pragmatiques : en tant que libéraux, nous savons que sans sécurité économique, ces valeurs ne peuvent être réalisées.

En réunissant des leaders libéraux, des penseurs et des acteurs du changement des deux continents, nous avons façonné une vision collective de ce que ce partenariat peut devenir. Les idées et les relations nouées à Renew PAC ne sont pas seulement précieuses, elles sont aussi essentielles pour traduire les idées libérales en stratégies et les stratégies en impact.

Cette publication d'ELF et de ses partenaires est une réponse à ce moment. Elle nous invite à aller au-delà d'un dialogue bien intentionné pour parvenir à une coopération tangible et équitable.



Résumé Exécutif

Cette publication est le résultat direct des sessions *d’Innovation Policy Labs* organisées lors du Sommet Renew PAC à Abidjan en février 2025. Au cours de ces sessions, des libéraux africains et européens ont discuté de causes et de valeurs communes et ont débattu d’idées nouvelles sur les relations UE-Afrique qui pourraient rapprocher les continents dans un paysage géopolitique de plus en plus difficile. Un certain nombre de thèmes sont explorés dans cette publication et ils illustrent la compréhension libérale de la dynamique UE-Afrique, notamment la collaboration économique fondée sur le principe de partenariats gagnant-gagnant, plutôt que sur les relations traditionnelles basées sur l’aide, et la focalisation sur ce que nous pouvons apprendre de l’Afrique en Europe, plutôt que sur la dichotomie habituelle de ce que l’UE peut enseigner à l’Afrique. Nombreux sont ceux qui ont souligné la nécessité pour l’Afrique de voler de ses propres ailes en développant sa propre région commerciale et en exploitant ses propres ressources. Il s’agit là d’un discours familier pour les libéraux européens qui réclament une autonomie stratégique ouverte pour l’UE, dans le cadre de laquelle nous développerions nos propres capacités en matière de défense, de ressources essentielles, de libre-échange et autres.

Le chapitre 1 détaille certaines des « grandes idées » présentées par les participants lors d’une session dirigée par la Fondation Friedrich Naumann pour la liberté. Le chapitre 2 développe certaines de ces idées sur le renforcement des compétences en mettant l’accent sur la manière dont l’UE peut tirer des enseignements de l’environnement africain en matière de compétences. Le chapitre 3 est consacré à une nouvelle approche de la création équitable de connaissances et d’innovations par le biais de centres d’excellence pour les technologies propres qui seraient la propriété conjointe de l’UE et de l’Afrique. Le chapitre 4 porte sur l’évolution vers un marché commun africain et sur

la manière dont l'UE peut mettre à profit son expérience du marché unique pour y parvenir. Le chapitre 5 analyse de manière pertinente le potentiel de segmentation du marché pour les entreprises européennes en Afrique dans un paysage où les guerres tarifaires limitent les entreprises européennes sur d'autres marchés.

L'Afrique et l'UE se sont engagées dans des discussions approfondies sur la nécessité d'une collaboration équitable et ont souligné l'importance de parvenir à un partenariat équitable. Il est temps pour nous, les libéraux, d'agir et d'aller au-delà du dialogue. Les auteurs espèrent que les libéraux des deux continents pourront s'inspirer des idées contenues dans cette publication et les mettre en pratique en politique.

Chapitre 1

La prochaine grande idée: « Le moment est propice ! »

Alexandra von Schumann-Heldt, chef, Fondation Friedrich Naumann pour la liberté (FNF) de l'Afrique de l'Ouest

Ce chapitre résume les discussions, animées et dynamiques, qui ont eu lieu lors de la présentation au sommet Renew PAC à Abidjan en février 2025.

Lors de ce sommet, les participants – dont des ministres, parlementaires, diplomates, membres d'organisations de jeunesse et de think tanks politiques – se sont réunis autour d'une volonté d'engagement commun dans le but d'améliorer les relations entre l'Europe et l'Afrique et de renforcer les liens au sein de la coopération libérale afro-européenne.

Un thème central est ressorti: l'urgence de favoriser un partenariat plus rapproché et davantage fondé sur la confiance entre l'Europe et l'Afrique. Comme l'a souligné un participant d'Afrique de l'Ouest, l'accent devrait être mis sur l'établissement de relations entre les personnes, et pas seulement entre les nations. Ce sentiment souligne la nécessité d'adopter une approche diplomatique et collaborative centrée sur les personnes.

La majorité des idées soulevées au cours de la session tournaient autour du potentiel de transformation de la jeunesse, de l'éducation, des échanges culturels et de la compréhension mutuelle. Ces domaines étaient considérés comme essentiels pour surmonter les divisions historiques et construire un avenir où les deux continents pourraient prospérer ensemble. Un fort consensus s'est dégagé sur

le rôle vital que les femmes devraient jouer dans ce processus, de nombreux participants soulignant la nécessité d'adopter des politiques qui renforcent l'autonomie des femmes et promeuvent l'égalité des sexes.

L'une des idées les plus convaincantes a été la notion d'échanges socioculturels.

L'une des idées les plus convaincantes a été la notion d'échanges socioculturels. Il a été suggéré que ces échanges pourraient constituer un outil puissant pour briser les malentendus culturels et favoriser le respect mutuel. Par analogie, un parlementaire européen a décrit la relation entre l'Afrique et l'Europe comme un mariage entre

égaux, soulignant que la durabilité de cette relation nécessiterait un changement fondamental vers l'égalité et le respect mutuel.

Les programmes d'éducation et de jeunesse ont été identifiés comme des instruments essentiels pour combler le fossé entre les deux continents. L'idée d'un programme Erasmus élargi, combinant échanges culturels et apprentissage universitaire, a été largement approuvée. Les participants ont également proposé un programme obligatoire pour les jeunes Européens afin qu'ils puissent passer quelques mois en Afrique et vice versa, dans le but de créer de nouveaux récits communs et de surmonter ainsi les impacts durables du colonialisme.

Parmi les autres suggestions concrètes, citons la création de centres de recherche conjoints, détenus et gérés conjointement par l'Union européenne (UE) et l'Union africaine (UA), afin de faciliter l'échange direct de connaissances. En outre, les réseaux, tels que ceux promus par les fondations politiques comme la Fondation Friedrich Naumann, les stages et les plateformes en ligne ont été identifiés comme des outils cruciaux d'élargissement des opportunités éducatives et professionnelles au-delà des frontières. L'idée d'un programme d'échange parlementaire a été envisagée.

Bien que l'accent ait été mis sur l'apprentissage mutuel, certaines voix africaines ont souligné l'importance de l'autoreprésentation. Ces participants ont fait valoir que l'Afrique, et en particulier les femmes africaines, devaient jouer un rôle plus actif dans le façonnement de leur image sur la scène internationale. Ces mêmes participants ont souligné que les stéréotypes et les barrières sociétales limitent encore la perception de l'Afrique et ont insisté sur la nécessité d'un effort collectif pour faire tomber ces préjugés.

Les discussions ont également porté sur le contexte historique des relations entre l'Europe et l'Afrique. Le passé colonial, suivi de dynamiques de pouvoir plus subtiles liées à l'exploitation, a souvent éclipsé le potentiel d'un véritable partenariat. Toutefois, les participants se sont accordés à dire que le moment est propice à un changement. L'attention devrait désormais être portée sur une collaboration économique fondée sur le principe de partenariats gagnant-gagnant, plutôt que sur les relations traditionnelles basées sur l'aide.

S'inspirant de la transformation de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale, où d'anciens adversaires se sont unis pour créer un bloc économique et politique puissant.

L'idée d'une Union euro-africaine a été présentée comme une vision audacieuse de l'avenir. S'inspirant de la transformation de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale, où d'anciens adversaires se sont unis pour créer un bloc économique et politique puissant, la proposition appelle l'Afrique et l'Europe à emprunter une voie similaire. Au lieu d'être pris dans la rivalité entre des puissances mondiales comme les États-Unis, la Russie et la Chine, les deux continents devraient considérer leur importance croissante sur la scène mondiale comme une

opportunité leur permettant de renforcer leur partenariat et de construire une présence plus puissante et unifiée.

L'avenir est jeune : L'horizon prometteur de l'UE et de l'Afrique

En fin de compte, la présentation a souligné la nécessité de redéfinir un partenariat entre l'Europe et l'Afrique, fondé sur le respect mutuel, les intérêts partagés et l'engagement à relever les défis du présent tout en envisageant un avenir plus collaboratif. L'échange d'idées à Renew PAC a mis en lumière le potentiel d'une relation transformatrice, fondée sur l'égalité, la compréhension mutuelle et l'action conjointe.



Chapitre 2

Co-créer l'avenir : Repenser les partenariats de compétences Afrique-UE

Sofia Mørch, chargée de mission sur la gouvernance et l'élargissement,
European Liberal Forum

La rhétorique optimiste de « Deux Unions, une Vision Commune » reflète une forte ambition de créer une relation plus équilibrée et plus coopérative entre l'Afrique et l'UE, axée autour d'objectifs communs comme la croissance durable, l'innovation numérique, le développement, le commerce, la paix et les flux migratoires. Pourtant, ce partenariat est resté largement eurocentrique, l'accent étant mis surtout sur ce que l'UE peut offrir à l'Afrique, et moins sur ce que l'Afrique peut enseigner à l'UE. Pour développer l'idée de partenariats gagnant-gagnant, nous devons donc nous demander: comment pouvons-nous rendre les relations Afrique-UE plus mutuellement bénéfiques et plus collaboratives?

L'un des principaux obstacles à un partenariat équilibré est le transfert et la reconnaissance limités des compétences et des connaissances des Africains vers l'UE. Prenons l'exemple de l'action climatique. Les nations africaines, grâce à des initiatives telles que l'Initiative africaine d'adaptation (AAI), ont acquis une grande expertise en matière de stratégies d'adaptation en donnant la priorité aux solutions fondées sur la nature, à l'agriculture résiliente à la sécheresse et aux réponses menées par les communautés. En revanche, les efforts de l'UE, guidés par des cadres tels que le marché vert européen et le paquet « Fit for 55 », tendent à se concentrer sur l'atténuation par la réduction des émissions et l'innovation en matière d'énergie propre. Un rapport,

publié en 2025 par le Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM), a révélé que les programmes de résilience financés par l'UE en Afrique subsaharienne avaient du mal à être mis en place parce qu'ils n'intégraient pas suffisamment les systèmes de connaissances locales et les techniques d'adaptation perfectionnées par les experts africains.¹ Ces approches, bien que complémentaires en théorie, ne parviennent souvent pas à s'aligner dans la pratique en raison d'un développement politique cloisonné et d'une formation croisée limitée sur les points forts de chacun.

Outre l'expertise technique, le manque de développement mutuel des compétences non techniques continue d'entraver les partenariats entre l'Afrique et l'UE. Les professionnels sont souvent confrontés à des différences en matière de communication, de styles de leadership et d'attentes sur le lieu de travail, ce qui peut entraîner des retards, créer des malentendus et réduire l'impact des projets. Ce fossé culturel affecte également les professionnels de la diaspora africaine dans l'UE. À leur retour sur le continent, ces derniers peuvent éprouver des difficultés à se réinsérer sur les marchés du travail locaux en raison d'attentes, de cultures professionnelles et de modèles de rémunération inadaptés, ce qui entraîne une sous-utilisation des talents et des opportunités perdues.²

Alors que les puissances mondiales rivalisent d'influence en Afrique, le partenariat UE-Afrique doit se démarquer en renforçant les capacités des dirigeants africains et en collaborant à la création d'opportunités égales. L'UE peut relever ces défis en créant des plateformes visant à faciliter le transfert mutuel de compétences, en investissant dans des systèmes de connaissances développés en commun et en intégrant la collaboration interculturelle, veillant ainsi à ce que l'Afrique ne soit pas seulement un bénéficiaire, mais aussi un moteur à part entière du partenariat.

¹ ECDPM, *European Support for Adaptation in Times of Shifting Politics and Tight Budgets*. European Centre for Development Policy Management, 2025, <https://ecdpm.org/work/european-support-adaptation-times-shifting-politics-tight-budgets>.

² C. Diagne, African Diaspora: Stay in Europe or Work and Live in Africa? Talent2Africa, 9 August 2023, <https://talent2africa.com/en/diaspora-work-and-live-in-africa/>.

Combler le fossé intercontinental des compétences

Si de nombreuses initiatives, telles qu'Équipe Europe, qui soutient le développement de compétences en vue d'avoir accès à des opportunités d'emploi, Mobilité des jeunes pour l'Afrique et la Smart Africa Digital Academy, contribuent à combler les lacunes en matière de compétences et à promouvoir la mobilité entre l'Afrique et l'Europe, la plupart de ces programmes continuent de fonctionner

dans un cadre eurocentrique, où l'UE transmet des compétences aux Africains. Cet échange unilatéral risque de renforcer des hiérarchies dépassées et de négliger la richesse de l'expertise africaine qui pourrait profiter à l'UE de manière tangible. En Afrique, les professionnels et les institutions offrent des connaissances précieuses en matière d'adaptation au climat, telles que l'agriculture résistante à la sécheresse et les systèmes communautaires de gestion de l'eau, qui sont de plus en plus pertinentes à mesure que l'UE subit des chocs climatiques plus fréquents. Le partenariat doit donc permettre aux individus et aux institutions d'Afrique non

Le partenariat doit donc permettre aux individus et aux institutions d'Afrique non seulement de recevoir des connaissances, mais aussi de les partager, de les diriger et d'innover par-delà les frontières.

seulement de recevoir des connaissances, mais aussi de les partager, de les diriger et d'innover par-delà les frontières.

L'une des solutions consiste à créer des centres d'apprentissage des compétences Afrique-UE dans différents secteurs prioritaires, en allant au-delà de la formation pour favoriser la recherche conjointe,

la coproduction de connaissances et les projets pilotes adaptés en fonction du contexte. Un modèle existe déjà par le biais du programme d'innovation entre l'UA et l'UE, qui propose des feuilles de route communes pour soutenir la recherche collaborative et l'innovation, mais ce programme doit se concentrer davantage sur l'échange de compétences. Ces centres peuvent aboutir à une innovation inclusive, où les acteurs africains et européens collaborent et échangent leurs compétences pour développer conjointement des solutions. Ils renforcent l'innovation en Afrique tout en permettant à l'expertise africaine d'éclairer le développement européen et de générer des bénéfices mutuels.

Parallèlement, les partenariats institutionnels à long terme entre les universités, les groupes de réflexion et les centres d'innovation d'Afrique et de l'UE peuvent créer des écosystèmes de connaissances durables, comme l'explique le chapitre suivant, intitulé « L'Afrique et l'UE: S'approprier l'avenir ensemble grâce aux centres d'excellence », rédigé par Alva Finn. L'extension et le meilleur financement des programmes d'échange de personnel, tels que le programme de mobilité académique intra-africaine ou l'initiative Horizon Europe pour l'Afrique, permettraient de garantir que les professionnels africains ne soient pas seulement des bénéficiaires du renforcement des capacités, mais aussi des instructeurs et des co-créateurs de connaissances et d'innovation.

Renforcer les compétences non techniques intercontinentales

Pour combler le fossé culturel entre l'Afrique et l'UE, il ne suffit pas de disposer d'une expertise technique; il faut aussi cultiver les compétences non techniques essentielles à une collaboration interculturelle efficace. Des initiatives, telles que l'Académie de la jeunesse Afrique-Europe, lancée dans le cadre de la stratégie « Global Gateway » de l'UE, visent à renforcer les capacités des jeunes dirigeants par le biais d'échanges formels et informels, en mettant l'accent sur le développement du

leadership et la consolidation de leurs réseaux professionnels. Pour maximiser leur impact, ces programmes devraient intégrer des modules de formation interculturelle complets qui abordent les styles de communication, la dynamique du leadership, les techniques de négociation et les nuances du travail au sein d'équipes diverses.

Pour les professionnels de la diaspora africaine qui retournent dans leur pays d'origine, leur réintégration pose des défis uniques, notamment la navigation entre différentes cultures professionnelles et l'alignement des attentes. Des programmes, tels que le Programme de protection, de retour et de réintégration des migrants en Afrique subsaharienne (MPRR-SSA), offrent une assistance en fournissant un soutien psychosocial et en facilitant une réintégration durable dans les communautés locales. En s'appuyant sur ces efforts, des initiatives de réintégration personnalisable devraient favoriser l'intégration culturelle, offrir des opportunités de mentorat et orienter l'individu

vers les dynamiques du marché local, ce qui garantirait aux professionnels rapatriés de devenir autonomes et de pouvoir contribuer efficacement au développement de leur pays d'origine.



**I'UE a une
opportunité
cruciale de diriger
différemment
en adoptant la
collaboration,
la cocréation et
l'innovation et
en favorisant
les opportunités
réciproques.**

L'avenir du partenariat Afrique-UE dépend de sa capacité à évoluer vers un partenariat qui repose sur un partage des responsabilités et la réciprocité des bénéfices. Alors que la dynamique mondiale évolue et que l'importance stratégique de l'Afrique ne cesse de croître, l'UE a une opportunité cruciale de diriger différemment en adoptant la collaboration, la cocréation et l'innovation et en favorisant les opportunités réciproques. La valorisation des connaissances

africaines, le développement des échanges bilatéraux de compétences et l'investissement dans les capacités interculturelles sont des impératifs stratégiques pour un partenariat construit pour durer.

Références

Diagne, C. *African Diaspora: Stay in Europe or Work and Live in Africa?* Talent2Africa, 9 August 2023, <https://talent2africa.com/en/diaspora-work-and-live-in-africa/>.

ECDPM. *European Support for Adaptation in Times of Shifting Politics and Tight Budgets.* European Centre for Development Policy Management, 2025. <https://ecdpm.org/work/european-support-adaptation-times-shifting-politics-tight-budgets>.

Chapitre 3

L'Afrique et l'UE : S'approprier l'avenir ensemble grâce aux centres d'excellence

Alva Finn, directrice générale, European Liberal Forum

Comment l'UE et l'Afrique peuvent-elles devenir des partenaires plus égalitaires? Nous voulons partager nos ressources et nos intérêts communs or, en Afrique, de nouveaux partenaires sont apparus au cours de la dernière décennie, ce qui a souvent été perçu par l'UE comme une menace. À l'inverse, ceci est une opportunité pour l'Afrique. L'UE souligne trop souvent ce qui ne va pas dans les approches de ses partenaires, tout en essayant d'imiter ce qui fonctionne. À la lumière des bouleversements survenus récemment dans le paysage mondial, il est essentiel d'adopter une approche pragmatique, axée sur nos intérêts communs. En travaillant ensemble, l'Afrique et l'UE peuvent libérer un potentiel important de bénéfices mutuels.

L'un des principaux obstacles au renforcement du partenariat UE-Afrique, ressenti par les partenaires africains, est le manque d'équilibre dans les relations avec l'UE, y compris l'approche descendante de l'UE qui conduit à ne sélectionner que les projets qui servent les intérêts européens.¹ Certains rivaux de l'UE, comme la Chine ou la Turquie, n'ont pas non plus le sens de la coopération. L'UE peut offrir un partenariat plus équilibré, fondé sur la valeur libérale d'un libre-échange accru, mais elle devrait aussi favoriser le transfert de connaissances et développer des centres d'excellence en copropriété

¹ Tadesse Shiferaw, L. and Di Ciommo, M. (2023). *Trouble in Paradise: The EU–Africa Partnership in a Geopolitical Context*. ECDPM, 2023, <https://ecdpm.org/work/trouble-paradise-eu-africa-partnership-geopolitical-context>.

sur le continent africain pour aider l'Afrique à exploiter ses ressources au niveau locale et mondiale.

Vers un accord de libre-échange global entre l'UE et l'Afrique

En 2022, l'UE était le premier partenaire commercial de l'Afrique, représentant 33 % du commerce total de l'Afrique, mais les matières premières représentent une grande partie des exportations africaines vers l'UE.² Si le commerce est intrinsèquement une voie vers la prospérité, il est essentiel que certaines conditions soient remplies pour que cette prospérité se concrétise. Les réglementations économiques imposées par l'UE sont considérablement plus strictes que celles relatives à l'environnement et à d'autres questions pertinentes dans d'autres régions. En ce qui concerne les projets commerciaux, du point de vue européen, les mêmes règles doivent s'appliquer universellement, créant ainsi des conditions égales pour tous. Toutefois, du point de vue africain, le commerce entre l'Afrique et l'UE se heurte à de sérieux obstacles en raison des barrières fiscales et de la réglementation stricte des produits, y compris les exigences en matière d'étiquetage qui compliquent le processus d'exportation.³ Prenons l'exemple de produits tels que les tomates et les fraises en provenance du Maroc. La concurrence sur ce marché est féroce et les produits africains rencontrent de plus en plus de difficulté à pénétrer les marchés de l'UE.

² Cf. Commission européenne-Direction générale du commerce et de la sécurité économique (2025). *European Union, Trade in goods with Africa (all countries)*. 8 mai. https://webgate.ec.europa.eu/isdb_results/factsheets/region/details_africa-all-countries_en.pdf.

³ Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, *Economic Development in Africa Report 2023: Addressing Trade Barriers for Sustainable Development*. Genève: UNCTAD/ALDC/AFRICA/2023.

L'établissement d'une zone de libre-échange entre l'Afrique et l'Europe est essentiel car les taxes pourraient diminuer et le prix des produits baisser, ce qui profiterait en fin de compte aux deux régions. La zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) vise à créer un marché unique en Afrique, comme le montre chapitre 4. La stratégie de l'UE vise à soutenir et à s'aligner sur les objectifs de la ZLECAF par le biais d'une approche de continent à continent. L'objectif à long terme pourrait aboutir à un accord de libre-échange global entre l'UE et la ZLECAF, plutôt qu'à une mosaïque d'accords individuels. Il est possible de soutenir la mise en œuvre de la ZLECAF en apportant une plus grande assistance technique et financière aux pays africains, notamment en réduisant les barrières non tarifaires et en harmonisant les réglementations. Un autre domaine dans lequel l'UE aide ses partenaires africains est la numérisation des procédures douanières afin d'accélérer les échanges, ce qui favorise non seulement les échanges avec l'Europe, mais aussi les échanges à l'échelle mondiale.

Partager, c'est prendre soin : Créer des chaînes de valeur locales

Historiquement, les exportations de l'Afrique vers l'UE se composaient principalement de matières premières, ce qui laissait peu de place à la diversification. Cependant, la dynamique a changé et de nouveaux concurrents et clients sont apparus, permettant aux nations africaines d'explorer les exportations vers des pays et régions autres que l'UE.⁴ L'Afrique détient une part importante des matières premières mondiales, notamment environ 70 % des réserves mondiales de cobalt, essentielles dans la fabrication de batteries des véhicules électriques.⁵ Bien que l'Afrique soit riche en ressources naturelles, elle

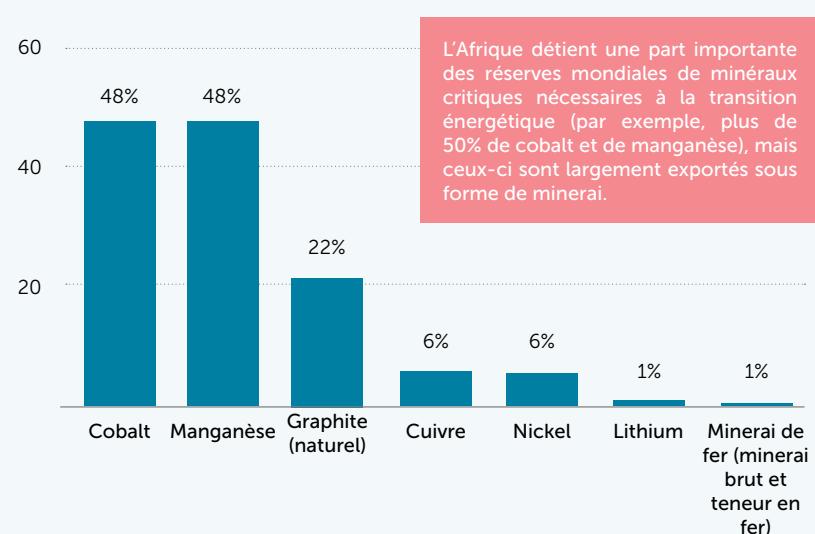
⁴ Centre international de recherche en économie (2025), 'Africa's Trade with Europe: Trends, Status and Potential Developments', 2025, https://www.fiw.ac.at/wp-content/uploads/2025/01/65_FIW_PB-EU-Africa_2025-01-08_final.pdf.

⁵ Commission géologique des États-Unis, *Mineral Commodity Summaries 2023*. Reston, VA: Ministère de l'intérieur-Commission géologique des États-Unis, 2023, <https://pubs.usgs.gov/periodicals/mcs2023/mcs2023.pdf>.

n'a toutefois pas les moyens de les exploiter pleinement. Actuellement, une grande partie des matières premières africaines est exportée pour être transformée à l'extérieur du continent, et seule une petite partie de la valeur ajoutée reste en Afrique.⁶

Minéraux critiques:

L'Afrique dispose d'une abondance de métaux nécessaires aux véhicules électriques



Source: Calculs de la CNUCED, Basés sur les données de la base de données Knoema, 2023

Beaucoup reste à faire pour faciliter la transformation des ressources africaines sur le continent africain tout en réduisant le prix pour les Européens. En soutenant le développement d'industries de transformation locales, telles que les raffineries de pétrole et les installations de transformation agricole, la diversification économique de l'Afrique serait favorisée. L'augmentation de la transformation locale

⁶ Banque africaine de développement, *Industrializing Africa: Performance, Challenges, and Strategic Directions*. Abidjan: Banque africaine de développement, 2020, <https://www.afdb.org/en/documents/industrializing-africa-performance-challenges-and-strategic-directions>.

des ressources pourrait générer des millions d'emplois et stimuler de manière significative les économies africaines. Si nous accélérons la chaîne de valeur en transformant ces matériaux à la source, l'Afrique, l'UE et la planète y gagneront.

Environ 75% du pétrole brut d'Afrique est exporté puis réimporté sous forme de produits pétroliers raffinés plus chers

Région	Production de pétrole brut	Production des raffineries	Consommation finale de produits pétroliers	Consommation de pétrole dans l'industrie	Consommation de pétrole dans les transports	Utilisation des transports en pourcentage de la consommation totale de pétrole
Centre	35.4%	6.3%	4.6%	6.8%	4.7%	72%
Est	2.9%	4.9%	9.9%	14.1%	10.5%	74%
Nord	34.3%	57.6%	43.0%	42.9%	39.2%	64%
Sud	0.1%	22.2%	19.8%	19.1%	19.2%	68%
Ouest	27.3%	9.1%	22.6%	17.2%	25.7%	82%

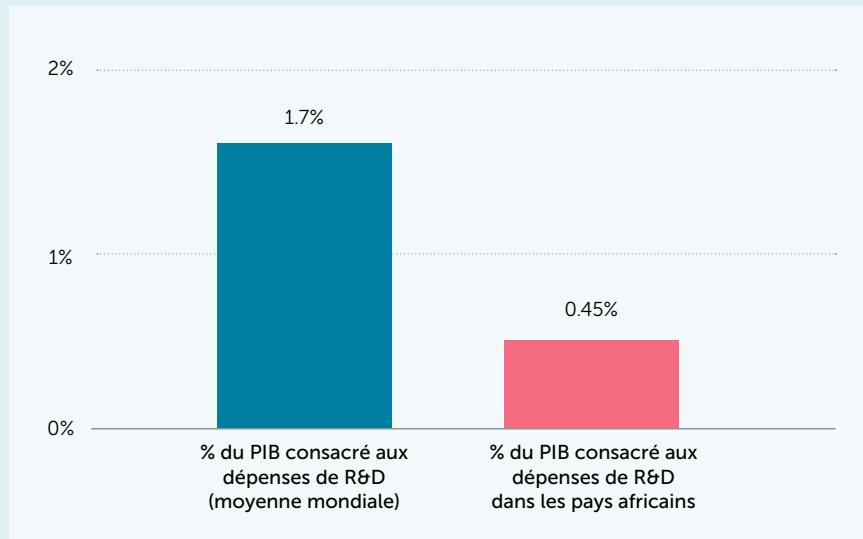
Source: AFREC: Base de données énergétiques africaines

Au-delà de la dépendance : Un partenariat Afrique-UE en copropriété

L'investissement dans la recherche et le développement (R&D) en Afrique reste relativement faible par rapport à d'autres régions, ce qui a un impact sur la capacité d'innovation.⁷ Il est essentiel d'accélérer le transfert de connaissances et de technologies et l'une des

⁷ UNESCO (s.d.). Dépenses intérieures brutes consacrées à la R&D (GERD) en pourcentage du PIB. [Tableau présentant les dépenses de R&D pour certains pays africains et la moyenne de l'UE, 2015-2021]. <http://data.uis.unesco.org/index.aspx?queryid=38478&lang=en>.

Dépenses intérieures brutes en recherche et développement (R&D)



Source: World Bank

idées développées à Abidjan a été la création de véritables centres d'excellence en copropriété pour les technologies propres. L'UE soutient des centres d'excellence en Afrique, tels que le West African Science Service Center on Climate Change and Adapted Land Use et le Centre d'excellence africain pour la génomique des maladies infectieuses, qui est soutenu par le Partenariat des pays européens et en développement sur les essais cliniques (EDCTP). Toutefois, ces centres ne sont pas véritablement détenus en copropriété par l'Afrique et l'UE.

Les centres d'excellence en copropriété sur les technologies propres pourraient être liés à la stratégie « Global Gateway »⁸ et au Partenariat Afrique-Europe pour l'innovation.⁹ Ils s'appuieraient sur

⁸ Commission européenne, 'Global Gateway', 2021, https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway_en.

⁹ Pour plus d'information sur le Partenariat Afrique-Europe pour l'innovation, voir <https://africaeurope-innovationpartnership.net/>.

l'agenda commun UA-UE pour l'innovation,¹⁰ qui met l'accent sur la santé publique, la transition verte, l'innovation et la technologie, ainsi que sur les capacités scientifiques. Cette initiative pourrait être étroitement liée au centre ENRICH in Africa en Afrique du Sud, qui fait office d'accélérateur et d'incubateur pour les innovateurs et les entrepreneurs. Elle se concentrerait sur les compétences propres et le transfert de technologies. Les institutions de recherche et de développement technologique pourraient aider les chercheurs européens et africains à mettre au point des technologies d'extraction et de traitement propres et à améliorer la technologie des projets d'infrastructure. L'établissement de ces centres à proximité des sites d'extraction des ressources, en collaboration avec les innovateurs et les entrepreneurs locaux et avec le soutien de « Global Gateway », accélérera la transformation de la recherche en technologies prêtes à être commercialisées.

Les libéraux d'Afrique et d'Europe veulent que les nations soient indépendantes. Cependant, nous ne sommes pas naïfs lorsqu'il s'agit de concurrence entre partenaires. Ce que les libéraux peuvent s'offrir mutuellement va au-delà des relations transactionnelles fournies par certains partenaires internationaux et se transforme en partenariats construits sur un intérêt mutuel pour le commerce et l'innovation. Face à la stagnation d'anciens partenariats et à la crise géopolitique de confiance dans l'ordre international fondé sur des règles, l'Europe a besoin de l'Afrique. L'avenir des relations entre l'Afrique et l'UE dépend, dès à présent, d'une action libérale audacieuse. Nous devons nous éloigner de la dynamique traditionnelle donateur-bénéficiaire et adopter un véritable partenariat bâti sur le bénéfice mutuel. Cela implique accélérer les investissements européens et réduire les formalités administratives, améliorer la communication sur les accords commerciaux et les normes, aider l'Afrique à valoriser ses propres ressources et co-investir dans la R&D pour construire un avenir commun en tant que partenaires égaux, alliés économiques et copropriétaires de l'avenir.

¹⁰ Commission européenne (s.d.). 'EU–Africa Cooperation in Research and Innovation', n.d., https://research-and-innovation.ec.europa.eu/strategy/strategy-research-and-innovation/europe-world/international-cooperation/regional-dialogues-and-international-organisations/eu-africa-cooperation_en.

Références

Banque africaine de développement. *Industrializing Africa: Performance, Challenges, and Strategic Directions*. Abidjan: AfDB, 2020. <https://www.afdb.org/en/documents/industrializing-africa-performance-challenges-and-strategic-directions>.

Centre international de recherche en économie (2025). *Africa's Trade with Europe: Trends, Status and Potential Developments*. https://www.fiw.ac.at/wp-content/uploads/2025/01/65_FIW_PB-EU-Africa_2025-01-08_final.pdf.

Commission européenne (2021). 'Global Gateway'. https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway_en.

Commission européenne (s.d.). 'EU–Africa Cooperation in Research and Innovation'. https://research-and-innovation.ec.europa.eu/strategy/strategy-research-and-innovation/europe-world/international-cooperation/regional-dialogues-and-international-organisations/eu-africa-cooperation_en.

Commission européenne-Direction générale du commerce et de la sécurité économique (2025). *European Union, Trade in goods with Africa (all countries)*. 8 mai. https://webgate.ec.europa.eu/isdb_results/factsheets/region/details_africa-all-countries_en.pdf.

Commission géologique des États-Unis (2023). *Mineral Commodity Summaries 2023*. Reston, VA: Ministère de l'intérieur-Commission géologique des États-Unis. <https://pubs.usgs.gov/periodicals/mcs2023/mcs2023.pdf>.

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (2023). *Economic Development in Africa Report 2023: Addressing Trade Barriers for Sustainable Development*. Genève : UNCTAD/ALDC/AFRICA/2023.

Tadesse Shiferaw, L. and Di Ciommo, M. (2023). *Trouble in Paradise: The EU–Africa Partnership in a Geopolitical Context.* ECDPM. <https://ecdpm.org/work/trouble-paradise-eu-africa-partnership-geopolitical-context>.

UNESCO (s.d.). Gross domestic expenditure on R&D (GERD) as a percentage of GDP. [Data table showing R&D expenditure for selected African countries and EU average, 2015–2021]. <http://data.uis.unesco.org/index.aspx?queryid=38478&lang=en>.



Chapitre 4

Renforcer le commerce Afrique-Europe par l'unification des marchés et la segmentation stratégique

Dr. Kawtar Mawas, cofondatrice et présidente, la Jeunesse libérale africaine pour la liberté (ALYF)

Le partenariat économique entre l'Afrique et l'Europe est profondément interconnecté, mais il est loin d'avoir atteint son plein potentiel. Alors que l'Afrique dispose de ressources naturelles abondantes et d'un marché de consommation en pleine expansion, la fragmentation structurelle continue d'entraver sa capacité à rivaliser efficacement sur la scène mondiale. Par ailleurs, les entreprises européennes éprouvent des difficultés à adapter leurs produits et leurs stratégies de prix pour répondre aux besoins des consommateurs africains. Pour surmonter

ces obstacles, une double approche doit être adoptée : renforcer le cadre commercial interne de l'Afrique et favoriser des relations commerciales stratégiques et plus inclusives avec l'Europe.



L'Afrique n'est pas un seul pays, mais elle peut être un marché unique.

Akinwumi Adesina, Président de la Banque africaine de développement

L'une des priorités les plus urgentes de l'Afrique est l'unification des marchés afin de renforcer sa position sur la scène mondiale. Un bloc commercial plus intégré, semblable à l'Union européenne, permettrait aux nations africaines de négocier plus efficacement, d'ajouter de la valeur aux matières premières et d'établir

mondiale. Un bloc commercial plus intégré, semblable à l'Union européenne, permettrait aux nations africaines de négocier plus efficacement, d'ajouter de la valeur aux matières premières et d'établir

des accords commerciaux plus équitables. La zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF ou AfCFTA en anglais) incarne cette ambition et vise à transformer les marchés fragmentés de l'Afrique en un bloc économique cohérent. S'inspirant de la réussite de l'UE à tirer parti de la force collective, les efforts d'intégration de l'Afrique doivent également tenir compte de la dynamique du commerce extérieur, en particulier de ses relations commerciales avec l'Europe. Une approche libérale qui met l'accent sur des partenariats structurés et mutuellement bénéfiques – ancrés dans des règles claires, la transparence et la réciprocité stratégique – contribuera à soutenir un système commercial international fondé sur des règles, un intérêt partagé par les deux continents.

En outre, l'Europe doit explorer des stratégies de segmentation du marché qui rendent ses produits plus accessibles et plus compétitifs en Afrique. En adaptant les offres au marché africain tout en soutenant la croissance de l'industrie locale par le transfert de connaissances, les deux continents peuvent créer une relation commerciale plus équilibrée et mutuellement bénéfique. Cette approche permet non seulement de renforcer les liens économiques, mais aussi de promouvoir le développement durable sur les deux continents.

Renforcer la ZLECAF comme catalyseur de croissance : quels progrès avons-nous accomplis jusqu'à présent ?

Lancée en 2021, la ZLECAF vise à créer un marché unifié dans 54 pays, avec le potentiel de stimuler la croissance du commerce intra-africain de 34 % d'ici 2045 et de sortir 30 millions de personnes de la pauvreté extrême. En harmonisant les droits de douane et en éliminant les barrières non tarifaires, la ZLECAF facilite le développement de chaînes de valeur régionales qui transforment les matières premières en produits finis sur le continent. Par exemple, au lieu d'exporter les fèves brutes de café kenyan ou de cacao ivoirien, les industries locales peuvent produire du café torréfié ou du chocolat, augmentant ainsi la

valeur économique au niveau national et par là même la croissance économique du pays. De même, les industries oléicoles marocaines et tunisiennes s'éloignent des exportations en vrac et se tournent vers la production sous marque, en tirant parti du cadre de la ZLECAF pour intégrer les capacités de raffinage avec les partenaires d'Afrique de l'Ouest. Un autre exemple prometteur réside dans la production de pétrole brut du Nigeria, qui pourrait être raffiné en Côte d'Ivoire avant d'être exporté dans le monde entier, montrant ainsi comment les chaînes de valeur régionales peuvent renforcer l'autosuffisance et réduire la dépendance aux marchés extérieurs.

Les données postérieures à sa mise en œuvre montrent que la ZLECAF encourage les pays à réorienter leurs exportations vers des partenaires continentaux, en favorisant de nouvelles routes commerciales et des alliances basées sur les ressources stratégiques et le positionnement géographique. Les exportations de café de l'Éthiopie vers le Ghana et les importations de cacao ghanéen vers l'Éthiopie illustrent bien la manière dont la réduction des droits de douane favorise le commerce interafricain.¹ La ZLECAF a également stimulé la transformation industrielle en encourageant la fabrication et la diversification économique dans des secteurs tels que l'agro-industrie, la production automobile, les produits pharmaceutiques et la logistique. Par exemple, la Côte d'Ivoire et le Ghana tirent parti de la ZLECAF pour développer les industries nationales de transformation du cacao, dans le but d'exporter des produits chocolatés de plus grande valeur économique plutôt que des fèves brutes.

En donnant accès à des marchés plus vastes grâce à la réduction des droits de douane et à la simplification des procédures transfrontalières, l'accord permet aux entrepreneurs de développer leurs activités.

¹ Pour plus d'informations, voir Assam, F. (2025). *AfCFTA and the Future of Africa's Economic Prosperity*. Centre pour les conflits et le développement en Afrique, 27 février, <https://ca-cd.com/afcfta-and-the-future-of-africas-economic-prosperity/>.



En supprimant les barrières commerciales, la ZLECAF renforce l'entreprenariat et permet aux entreprises de prospérer sur tout le continent.

Les petites et moyennes entreprises (PMEs) comptent parmi les plus grands bénéficiaires de la ZLECAF. En donnant accès à des marchés plus vastes grâce à la réduction des droits de douane et à la simplification des procédures transfrontalières, l'accord permet aux entrepreneurs de développer leurs activités. Le secteur agroalimentaire de la Sierra Leone est un exemple de réussite : les entreprises locales ont élargi leur clientèle en exportant des produits alimentaires transformés vers les pays voisins dans le cadre des réglementations simplifiées de la zone de libre-échange. Ces efforts ont non seulement stimulé la demande régionale, mais aussi créé des emplois au sein des communautés locales. En supprimant les barrières commerciales, la ZLECAF renforce l'entreprenariat et permet aux entreprises de prospérer sur tout le continent.

L'accord marque également une étape cruciale dans l'approfondissement de l'intégration économique entre les nations africaines. Le processus se déroule en plusieurs phases, depuis l'élimination des barrières commerciales jusqu'à l'établissement d'une future union douanière. Des études de cas, telles que la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), mettent en évidence les avantages de l'intégration régionale, bien que les disparités en matière d'infrastructures, de gouvernance et de répartition des ressources constituent encore des obstacles à une unité économique complète.

Au-delà de l'élimination des barrières commerciales, le développement des infrastructures reste essentiel au succès de la ZLECAF, un aspect sur lequel l'Union européenne se concentre à travers sa stratégie Global Gateway, car l'efficacité du commerce dépend de la solidité des réseaux de transport, des réseaux énergétiques et des systèmes numériques. Conformément à cette vision, plusieurs nations africaines mettent en place des projets d'infrastructure clés qui visent à améliorer la connectivité transfrontalière et favorisent l'intégration économique. Des initiatives telles que le corridor Lagos-Abidjan pour le transport routier et la modernisation des ports de Mombasa et de Durban améliorent la circulation des biens et des services. Parallèlement, des plateformes numériques telles que M-Pesa rationalisent les transactions financières transfrontalières et permettent aux PMEs de participer plus efficacement au commerce électronique et aux échanges régionaux.

Les politiques d'inclusion sont essentielles pour garantir que les groupes traditionnellement marginalisés puissent participer pleinement à l'évolution du paysage économique, en accédant à des marchés et à des ressources qui étaient autrefois hors de leur portée. Les femmes, qui représentent 70 % des commerçants transfrontaliers informels en Afrique, devraient bénéficier des efforts de la ZLECAF pour formaliser leur participation et réduire les obstacles à l'entrée des marchés. En même temps, des initiatives axées sur la jeunesse permettent aux générations futures d'acquérir les compétences nécessaires aux industries à forte valeur ajoutée, telles que les énergies renouvelables et les technologies.

Faire progresser la ZLECAF : sommes-nous prêts à redessiner l'avenir de l'Afrique ?

La ZLECAF a fait d'énormes progrès depuis son lancement en 2021, mais pour accéder un marché commun africain, il faut relever les principaux défis et s'appuyer sur les progrès existants. Si le continent

s'est montré prêt dans certains domaines, d'autres exigent des efforts concertés et une volonté politique pour remodeler l'avenir économique de l'Afrique.

La libre circulation reste un obstacle majeur. Malgré les ambitions de la ZLECAF, seuls quatre pays ont ratifié le protocole sur la libre circulation des personnes. Cette limitation entrave la mobilité de la main-d'œuvre et l'intégration économique. Le coût des voyages intra-africains dépasse souvent celui des voyages intercontinentaux, alors que seulement 1,5 % de la population africaine est constituée de migrants, ce qui est bien inférieur à la moyenne mondiale. Pour remédier à cette situation, il faut simplifier les procédures d'obtention du visa et des permis de travail afin de stimuler la mobilité de la main-d'œuvre sur l'ensemble du continent. L'UE fournit déjà une assistance technique, étant donné son expertise dans la création de l'espace Schengen, le plus grand espace de libre circulation au monde. En outre, l'UE peut promouvoir des programmes pilotes de mobilité, soutenir la collecte de données et la recherche et utiliser le dialogue politique pour encourager davantage de pays africains à ratifier et à mettre en œuvre le protocole sur la libre circulation. L'UE peut également montrer l'exemple en rendant ses propres politiques de visa plus transparentes et accessibles aux Africains.

La normalisation des produits a progressé, mais des problèmes persistent. Plus de 70 % des exportations agricoles et 40 % des exportations de produits manufacturés sont rejetées pour cause de non-conformité aux normes. L'Organisation régionale africaine de normalisation (ARSO) s'efforce d'harmoniser les réglementations, en particulier dans le domaine de la transformation des produits agricoles, mais des efforts plus importants sont nécessaires pour garantir la bonne conformité des produits africains aux normes mondiales.

Les infrastructures et la fragmentation réglementaire continuent d'entraver le plein potentiel de la ZLECAF. En raison de l'insuffisance des infrastructures, les coûts de transport représentent 30 à 60 % du prix final des marchandises. Seuls six pays africains disposent d'une infrastructure de qualité adéquate pour le commerce. L'UE peut soutenir l'Afrique en promouvant des normes harmonisées et

transparentes, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie manufacturière, tout en simplifiant les réglementations grâce à des procédures digitales allégées, afin que la normalisation ne devienne pas un obstacle au commerce ou à l'innovation.

L'Afrique du Sud s'enorgueillit de ports bien développés comme Durban et Le Cap, ainsi que d'un solide réseau routier qui facilite le commerce régional. L'Égypte a modernisé ses ports et ses réseaux de transport, reliant efficacement les principaux centres commerciaux. Le port Tanger Med du Maroc est une plaque tournante majeure pour le commerce mondial, soutenue par une solide infrastructure routière et ferroviaire. L'Algérie a investi massivement dans ses infrastructures routières, aéroportuaires et portuaires, principalement pour son secteur pétrolier et gazier. Le port de Mombasa, au Kenya, est un point de passage essentiel pour l'Afrique de l'Est, complété par des améliorations des réseaux routiers et ferroviaires, comme le Standard Gauge Railway. Le Rwanda, bien que plus petit, a fait des progrès notables dans le développement d'infrastructures de qualité, y compris des routes et des systèmes logistiques qui améliorent le commerce avec les pays voisins.

Pour relever les défis en matière de transport, il est nécessaire d'investir stratégiquement dans des projets transfrontaliers, en tirant parti d'initiatives telles que le corridor Lagos-Abidjan et la modernisation des ports de Mombasa et de Durban, soutenues par l'initiative « Global Gateway ».²

² « Global Gateway » a déboursé 10,38 millions de dollars pour réaliser des études de faisabilité concernant le Corridor Lagos-Abidjan ; l'UE a accordé une subvention de 20 millions d'euros pour moderniser les routes (Kwa Jomvu-Mariakani) donnant accès au port de Mombasa ; concernant le port de Durban, l'aide financière accordée provenait en partie d'un programme sud-africain de 4,7 milliards d'euros, et couvrait la modernisation du corridor, du rail et du port ; cf. Press and information team of the Delegation to Kenya. (2025). *Global Gateway: Kenya upgrades East Africa's busiest trade and transport route from Kwa Jomvu to Mariakani*. Délégation de l'Union européenne au Kenya, février 26. https://www.eeas.europa.eu/delegations/kenya/global-gateway-kenya-upgrades-east-africa%E2%80%99s-busiest-trade-and-transport-route-kwa-jomvu-mariakani_en; Global Gateway (2022). *EU-Africa: Global Gateway Investment Package – Infrastructure*. Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/api/files/attachment/874232/GG_Africa_Infrastructure.pdf.pdf; Global Gateway (2022). *EU-Africa: Global Gateway Investment Package*. Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne. https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2023/GG_Africa_InvestmentPackage.pdf_0.pdf.

Les disparités économiques et le protectionnisme posent également des défis importants. La ZLECAF rassemble des économies inégales dont les capacités de production varient. Le Nigeria, l'Afrique du Sud et l'Égypte représentent à eux seuls environ 50 % du PIB de l'Afrique. Les tendances protectionnistes, illustrées par la fermeture des frontières et la persistance des droits de douane, compromettent les protocoles de libre circulation. Pour surmonter ces disparités, il faut apporter un soutien ciblé aux économies les moins développées et s'engager à supprimer progressivement les mesures protectionnistes.

Malgré ces défis, l'Afrique s'est montrée prête dans plusieurs domaines. L'Initiative Commerciale Guidée s'est étendue de 7 à plus de 30 pays, facilitant les premières transactions dans le cadre de l'accord. Les pays réorientent leurs exportations vers des partenaires continentaux, ce qui favorise l'émergence de nouvelles routes commerciales. Les PMEs bénéficient de tarifs douaniers réduits et de processus transfrontaliers simplifiés, comme le montre le secteur agroalimentaire de la Sierra Leone. Pour véritablement remodeler l'avenir de l'Afrique, le continent doit s'appuyer sur ces réussites tout en s'attaquant aux obstacles qui subsistent. Il s'agit notamment d'accélérer le développement des infrastructures, d'harmoniser les réglementations et de favoriser une croissance inclusive qui profite aux groupes marginalisés, en particulier les femmes et les jeunes.

Bien que le chemin vers un Marché commun africain soit complexe, la ZLECAF a accompli des progrès en réduisant les droits de douane et en facilitant le commerce. Toutefois, une intégration plus poussée est nécessaire. Les cadres réglementaires des différents secteurs, y compris les politiques d'investissement, les lois sur la concurrence, les droits de propriété intellectuelle et la protection des données, doivent être harmonisés afin de minimiser les barrières non tarifaires et de créer un environnement commercial stable. L'UE fournit déjà une assistance technique sur les réformes réglementaires et le renforcement des capacités afin de faciliter l'intégration économique nécessaire à la zone de libre-échange en Afrique, mais elle pourrait faire davantage, notamment en soutenant un système panafricain d'identité numérique, compte tenu des progrès réalisés dans le domaine de l'identité digitale européenne.

Renforcer le commerce Afrique-Europe par l'unification des marchés

Avec un engagement et une collaboration soutenus, l'Afrique peut libérer tout le potentiel de la ZLECAF et redéfinir sa position dans l'économie mondiale. Un marché africain uni devrait devenir un pilier central de la coopération UE-Afrique. Du point de vue de la politique libérale, l'intégration régionale favorise un commerce ouvert et fondé sur des règles, renforce la gouvernance et soutient une croissance inclusive et axée sur le marché. Ces valeurs sont partagées par les deux continents et sont essentielles à la construction d'une économie mondiale résiliente et équitable. Faire du marché commun africain la pierre angulaire de la coopération permettra aux deux régions de créer des cadres commerciaux plus équitables, de renforcer les PMEs et d'accroître l'autonomie économique. En approfondissant ce partenariat, les libéraux africains et européens peuvent façonner ensemble un système commercial mondial plus équilibré, durable et fondé sur des règles.



Références

Global Gateway (2022). *EU-Africa: Global Gateway Investment Package.* Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne. https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2023/GG_Africa_InvestmentPackage.pdf_0.pdf and https://ec.europa.eu/commission/presscorner/api/files/attachment/874232/GG_Africa_Infrastructure.pdf.pdf.

Press and information team of the Delegation to Kenya. (2025).

Global Gateway: Kenya upgrades East Africa's busiest trade and transport route from Kwa Jomvu to Mariakani. Délégation de l'Union européenne au Kenya, février 26. https://www.eeas.europa.eu/delegations/kenya/global-gateway-kenya-upgrades-east-africa%20%99s-busiest-trade-and-transport-route-kwa-jomvu-mariakani_en.

Chapitre 5

Commerce Euro-Africain : Segmentation intelligente, marchés renforcés

Dr. Kawtar Mawas, cofondatrice et présidente, la Jeunesse libérale africaine pour la liberté (ALYF)

Les entreprises européennes doivent privilégier une segmentation axée sur l'accessibilité financière pour rester compétitives sur les marchés africains. Alors que les produits européens sont souvent perçus comme étant de haute qualité et de haute de gamme, de nombreux consommateurs africains se tournent vers des alternatives moins coûteuses en provenance de Chine, d'Inde ou de Turquie. Une réorientation stratégique vers une tarification et une conception de produits sur mesure pourrait inverser cette tendance.



Il n'existe pas de solution unique pour l'Afrique. Chaque marché est unique et nécessite une approche adaptée.

Strive Masiyiwa, Fondateur et Président Exécutif, Econet Group

Par exemple, la marque Dacia de Renault a prospéré en Afrique du Nord en proposant, à des prix accessibles, des véhicules durables et non-suréquipés. De même, Unilever a adapté sa formule de lait en poudre en Afrique de l'Est en remplaçant les protéines de lait par des graisses végétales pour répondre aux besoins des régions où l'accès à la réfrigération est limité. Ces

exemples montrent comment les entreprises européennes peuvent conserver leur part de marché en s'alignant sur le pouvoir d'achat local.

La sensibilité au prix permet non seulement d'étendre la portée du marché, mais aussi de fidéliser le consommateur sur le long terme en introduisant des produits à bas prix, tels que des panneaux solaires simplifiés pour les communautés hors réseau ou des smartphones dotés de fonctions comme la prise en charge de plusieurs langues et une durée de vie prolongée de la batterie. Par exemple, plus de 3,3 millions de personnes au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie ont bénéficié de services solaires payants conçus pour les ménages n'ayant pas accès au réseau électrique. Ces approches permettent aux entreprises de s'engager efficacement auprès de la classe moyenne africaine en pleine expansion, qui devrait atteindre 1,1 milliard de personnes d'ici 2060.

Au-delà de l'accessibilité financière, le commerce durable nécessite une innovation collaborative. L'Europe, qui s'est toujours concentrée sur l'exportation de produits finis, doit évoluer vers des modèles de coproduction qui transfèrent des compétences et des technologies aux industries africaines. Ce changement est déjà en cours. Le Corridor de Lobito, une initiative conjointe de l'UE, des États-Unis et de pays africains, illustre cette évolution. En finançant l'infrastructure ferroviaire reliant les mines de cuivre de Zambie aux ports d'Angola, le projet vise à maintenir le traitement des minerais en Afrique, à créer des emplois et à réduire la dépendance à l'égard des raffineries chinoises. De même, le programme ENRICH in Africa met en relation des centres technologiques européens et africains pour développer conjointement des solutions dans les domaines de l'agronomie et des énergies renouvelables, encourageant ainsi l'innovation au niveau local. Ces initiatives s'alignent sur les appels croissants des dirigeants africains et des libéraux européens en faveur d'un nouveau modèle de partenariat, qui dépasse la dynamique donateur-bénéficiaire pour s'orienter vers un bénéfice mutuel, un co-investissement et une appropriation partagée du futur développement industriel et technologique du continent.

Le développement de la main-d'œuvre est tout aussi essentiel. Le modèle allemand de formation professionnelle en alternance, reproduit au Rwanda et au Kenya grâce à des partenariats de l'UE, permet aux travailleurs africains d'acquérir des compétences de pointe dans le domaine de la fabrication. Ces initiatives sont en phase avec les ambitions industrielles de l'Afrique, telles que le plan du Ghana visant à augmenter la production nationale de cacao à 50 % d'ici à la fin de 2025, ce qui représente un bond en avant par rapport aux 20 % d'aujourd'hui.

Des mesures concrètes pour un commerce plus équilibré

L'intégration des paiements numériques, première étape de l'adaptation au marché africain

Combler le fossé de l'accessibilité financière par la segmentation du marché n'est qu'une pièce du puzzle. Pour exploiter pleinement le potentiel du marché africain, les entreprises européennes doivent également s'attaquer à un autre facteur essentiel: l'accessibilité financière. De nombreux consommateurs et entreprises africains opèrent dans des économies basées sur l'argent liquide, avec un accès limité aux services bancaires traditionnels, ce qui rend les solutions de paiement transparentes et inclusives essentielles à l'expansion du commerce. C'est là que l'intégration des paiements numériques change la donne, en permettant aux entreprises européennes de s'engager plus efficacement sur les marchés africains tout en favorisant l'inclusion financière sur le continent.

L'intégration de plateformes de paiement numérique telles que M-Pesa dans les relations commerciales entre l'Afrique et l'Europe est extrêmement prometteuse pour favoriser l'inclusion financière et élargir l'accès au marché. M-Pesa (« M » pour mobile et « Pesa » pour argent en swahili) est un système de microfinancement et de

transfert d'argent par téléphone portable, lancé en 2007 par Vodafone pour Safaricom et Vodacom, les deux plus grands opérateurs de téléphonie mobile au Kenya et en Tanzanie. M-Pesa, est considérée comme la plus grande plateforme fintech d'Afrique, desservant plus de 51 millions d'utilisateurs dans sept pays, dont le Kenya, la Tanzanie, le Mozambique, le Ghana, l'Égypte, le Lesotho et la République Démocratique du Congo. Sa capacité à faciliter des transactions transparentes a révolutionné l'inclusion financière, connectant les populations mal desservies à l'économie numérique et permettant aux entreprises de prospérer sur des marchés auparavant inaccessibles.



Pour les entreprises européennes qui cherchent à pénétrer les marchés africains mal desservis, les partenariats avec M-Pesa offrent un avantage stratégique. En intégrant la fonction « Pay by M-Pesa » dans leurs systèmes de paiement, les entreprises européennes peuvent profiter d'une méthode de paiement fiable et largement reconnue, qui est déjà acceptée par plus de 200 000 commerçants africains. De grandes marques comme Uber, Kenya Airways et Jumia – l'« Amazon de l'Afrique » – ont adopté avec succès M-Pesa pour répondre aux besoins des consommateurs africains qui n'ont souvent pas accès aux cartes de crédit ou de débit traditionnelles. En adoptant ces technologies, les entreprises européennes peuvent surmonter les barrières traditionnelles à l'entrée dans le marché tout en favorisant une croissance inclusive sur le continent. Parallèlement, l'Afrique bénéficierait d'une meilleure inclusion financière, d'une réduction des coûts de transaction et d'un accès élargi aux marchés mondiaux.

Les changements géopolitiques pragmatiques de l'Afrique

Les pays africains diversifient de plus en plus leurs relations commerciales et d'investissement, se tournant vers des pays comme la Chine, l'Inde, la Russie et la Turquie en raison de la souplesse de leurs cadres de négociation et de l'absence de conditions politiques liées à la gouvernance ou aux affaires intérieures. Cette approche pragmatique reflète le désir croissant de l'Afrique d'établir des partenariats qui donnent la priorité au développement économique plutôt qu'à l'ingérence extérieure.

La Chine s'est imposée comme un acteur dominant dans le paysage des infrastructures africaines, en particulier dans le domaine des télécommunications et des transports. Les entreprises chinoises ont investi massivement dans des projets tels que le Standard Gauge Railway au Kenya et le chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti, en offrant des prêts à faible taux d'intérêt par l'intermédiaire de la China Exim Bank sans imposer de stipulations en matière de gouvernance. Rien qu'en 2023, les investissements chinois en Afrique ont atteint 282 milliards de dollars, éclipsant ceux d'autres pays.



Cependant, il est important de reconnaître que, considérée comme un bloc uniifié, l'UE reste le plus grand partenaire commercial et d'investissement de l'Afrique. En 2022, le total des échanges commerciaux entre l'UE et l'Afrique s'élevait à environ 295 milliards de dollars, dépassant légèrement le volume des échanges de la Chine avec le continent. Le stock d'investissements directs étrangers (IDE) de l'UE en Afrique est également le plus élevé de tous les partenaires extérieurs, s'élevant à plus de 222 milliards de dollars en 2021, contre 44 milliards de dollars estimés pour la Chine. Cet engagement collectif de l'Europe est souvent sous-estimé car le discours public tend à comparer les différents États membres de l'UE avec la Chine, plutôt qu'avec l'UE dans son ensemble.

Le paysage géopolitique met également en évidence l'influence croissante de la Turquie, qui équilibre ses liens avec l'Est et l'Ouest. La Turquie s'est récemment vu offrir le statut de partenaire par les BRICS, un bloc composé du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine, de l'Afrique du Sud, de l'Éthiopie, de l'Égypte, de l'Iran et des Émirats arabes unis, et elle se positionne comme un pont entre les économies émergentes et les alliances occidentales traditionnelles telles que l'OTAN. Cette double stratégie permet à la Turquie d'étendre sa coopération économique avec les États membres des BRICS tout en conservant son rôle dans les cadres occidentaux. En effet, la Turquie a étendu sa présence sur le continent par le biais d'investissements civils et de projets de construction. Des entreprises turques comme Yapı Merkezi ont réalisé plus de 1 800 projets, dont un contrat de 2,35 milliards de dollars pour moderniser le réseau ferroviaire tanzanien. Le volume des échanges commerciaux entre la Turquie et l'Afrique est passé de 5,4 milliards de dollars en 2003 à 37 milliards de dollars en 2024, ce qui souligne son rôle croissant en tant que concurrent de la Chine et de la Russie.

Investissements directs étrangers, volume des échanges avec l'Afrique et secteurs clés de l'engagement¹

Entité	IDE en Afrique	Volume des échanges avec l'Afrique (USD)	Secteurs clés de l'engagement
Chine	\$1.8B (H1 2023)	\$282B (2023)	Infrastructures, télécommunications, mines
Inde	Non spécifié	Non spécifié	Énergie renouvelable (ISA), Agriculture
Russie	Non spécifié	Non spécifié	Énergie, vente d'armes
Turquie	\$6B (2022)	\$40.7B (2022)	Construction, produits chimiques, acier, électroniques
États-Unis	Non spécifié	Non spécifié	Minéraux critiques (ex., Projet Phalaborwa)
UE	€300B (Global Gateway)	Non spécifié	Infrastructures, énergie verte, transition digitale

La Russie, quant à elle, a renforcé ses liens avec l'Afrique en s'appuyant sur des partenariats énergétiques et sur des ventes d'armes, en particulier dans des pays riches en ressources comme l'Algérie et le Soudan. L'Inde a également renforcé son engagement par le biais d'initiatives telles que l'Alliance Solaire Internationale (ISA), qui promeut des projets d'énergie renouvelable dans toute l'Afrique. La volonté de ces pays de négocier sur un pied d'égalité sans imposer de conditions politiques en a fait des partenaires attrayants pour les gouvernements africains en quête de développement d'infrastructures et de croissance économique.

¹ Textor, C. (2024a). *China: Outward FDI flows to Africa 2023*. Statista, 2 octobre. <https://www.statista.com/statistics/277985/cash-flow-of-chinese-direct-investments-in-africa/>; Energy Capital & Power (2025). BRICS and Africa : A Strategic partnership for energy and minerals. 23 janvier. <https://energycapitalpower.com/brics-and-africa-a-strategic-partnership-for-energy-and-minerals/> ; Torbat, Y. (2025). « Trump's feud with South Africa could hinder hunt for critical minerals ». *The Washington Post*, 30 avril. <https://www.washingtonpost.com/business/2025/04/30/trump-china-minerals-south-africa-investment/>

Ces évolutions s'inscrivent dans une tendance plus large en Afrique. En Afrique du Nord, en raison de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne d'annuler les accords commerciaux et de pêche de 2019 entre le Maroc et l'UE, remettant ainsi en cause la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, le Maroc a décidé de renforcer ses relations économiques avec d'autres puissances, notamment la Russie et la Chine. Les pays africains privilégient désormais des partenaires qui respectent leur souveraineté et qui offrent des opportunités économiques sans conditions politiques.

Alors que les nations africaines diversifient leurs partenariats pour stimuler la croissance économique et affirmer leur souveraineté, l'Europe doit affiner ses priorités stratégiques pour instaurer la confiance et rester un partenaire pertinent. Plutôt que d'essayer de contrôler des chaînes de valeur entières, une approche souvent considérée comme une forme d'exploitation, les dirigeants européens devraient soutenir les initiatives de transformation en aval, telles que la production de précurseurs de batteries en Afrique. Cette stratégie s'aligne sur les ambitions industrielles de l'Afrique tout en garantissant qu'une plus grande partie de la valeur soit conservée sur le continent.

l'Europe doit adopter une approche à somme non nulle qui donne la priorité aux avantages mutuels plutôt qu'aux modèles d'extraction.

Pour s'adapter à ce paysage en évolution, l'Europe doit adopter une approche à somme non nulle qui donne la priorité aux avantages mutuels plutôt qu'aux modèles d'extraction. Les récents partenariats de l'Union européenne avec la Zambie et la RDC dans le domaine des minéraux essentiels illustrent ce rééquilibrage. Signés dans le cadre de l'initiative « Global Gateway », ces accords visent à garantir un approvisionnement

durable en cuivre et en cobalt, tout en encourageant la création de valeur ajoutée et le développement d'infrastructures au niveau local. Un exemple clé de cette approche est le projet du Corridor de Lobito, qui relie les régions

minières de la Zambie et de la République Démocratique du Congo au port angolais de Lobito, renforçant ainsi la connectivité régionale et le rôle de l'Afrique dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Enfin, les partenariats mises en place avec la Chine, l'Inde, la Russie et la Turquie reflètent une évolution de l'Afrique vers la souveraineté dans les négociations commerciales. Pour rester compétitive dans ce paysage en évolution, l'Europe doit s'adapter en promouvant des partenariats équitables qui donnent la priorité au développement local et à la prospérité partagée. En adoptant des modèles de collaboration centrés sur l'investissement d'infrastructure, la transformation en aval et les initiatives de transfert de connaissances, l'Europe peut redéfinir sa relation avec l'Afrique comme une relation fondée sur la confiance et le bénéfice mutuel plutôt que sur la dépendance ou l'extraction.

Conclusion

La diversification des partenariats commerciaux de l'Afrique reflète une évolution vers l'autodétermination et l'autonomisation régionale – des principes qui résonnent fortement avec les valeurs libérales. Dans ce paysage en évolution, une relation commerciale renouvelée entre l'Europe et l'Afrique doit être fondée sur l'action mutuelle, la liberté économique et la prospérité partagée, et non sur le paternalisme ou la conditionnalité.

La segmentation du marché, souvent considérée comme une stratégie purement commerciale, s'aligne parfaitement avec les idéaux libéraux. En adaptant la conception et la tarification des produits à la diversité des consommateurs africains, les entreprises européennes respectent le principe libéral du choix du consommateur tout en créant un espace de concurrence loyale avec des acteurs émergents tels que la Chine et la Turquie. La sensibilité au prix n'impacte pas la qualité; au contraire, elle reflète la réactivité du marché et la reconnaissance des consommateurs africains en tant qu'acteurs économiques autonomes.

En outre, cette segmentation permet aux populations africaines à moyens et faibles revenus d'accéder à des biens et services auparavant hors de portée, ce qui fait progresser les engagements libéraux en faveur de l'égalité des chances et de la croissance inclusive. Cette approche axée sur la demande ouvre également de nouvelles voies commerciales pour l'Europe, en permettant aux entreprises de diversifier leurs exportations et de fidéliser leur marque sur l'un des marchés de consommation à la croissance la plus rapide au monde. Pour l'Europe, l'avantage mutuel ne réside pas seulement dans le rendement économique, mais aussi dans le renforcement d'un système commercial international fondé sur des règles et reposant sur des marchés ouverts, une concurrence loyale et une confiance réciproque.

Qu'il s'agisse de soutenir des systèmes de paiement numérique comme M-Pesa ou de co-développer des infrastructures dans le cadre de projets comme le Corridor de Lobito, le libéralisme appelle à des partenariats qui transfèrent des connaissances, renforcent les capacités et respectent la souveraineté nationale. Il ne s'agit pas de contrôler les chaînes de valeur africaine. Il s'agit de les rendre possibles. En adoptant un modèle de co-investissement et d'innovation partagée, l'Europe et l'Afrique peuvent construire un avenir économique résilient, défini par l'autonomisation mutuelle, et non pas par la dépendance.

À l'heure de la montée du protectionnisme et de la rivalité entre grandes puissances, la réponse libérale n'est pas un repli mais un renouveau, en redoublant d'efforts en faveur d'une coopération ouverte, équitable et axée sur le marché. Un programme commercial libéral dans les relations UE-Afrique doit être axé sur la dignité, le choix et l'équité – parce qu'un véritable partenariat implique d'avancer ensemble, d'égal à égal, vers une prospérité partagée.

Références

Mealia, K.-A. (2025, January 23). *BRICS and Africa: A strategic partnership for energy and minerals*. Energy Capital & Power. <https://energycapitalpower.com/brics-and-africa-a-strategic-partnership-for-energy-and-minerals/>.

Textor, C. (2024, October 2). *China: Outward FDI flows to Africa 2023*. Statista. <https://www.statista.com/statistics/277985/cash-flow-of-chinese-direct-investments-in-africa/>.

Torbati, Y. (2025, April 30). *Trump's feud with South Africa could hinder hunt for critical minerals*. The Washington Post. <https://www.washingtonpost.com/business/2025/04/30/trump-china-minerals-south-africa-investment/>.

A liberal future in a united Europe

liberalforum.eu

 [/europeanliberalforum](#)

 [/europeanliberalforum](#)

 [@eurliberalforum](#)

 [eurliberalforum](#)

© Forum Libéral Européen, 2025

Cette publication a reçu le soutien financier du Parlement Européen. Les auteurs en sont les seuls responsables.

Le Parlement européen n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.